COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

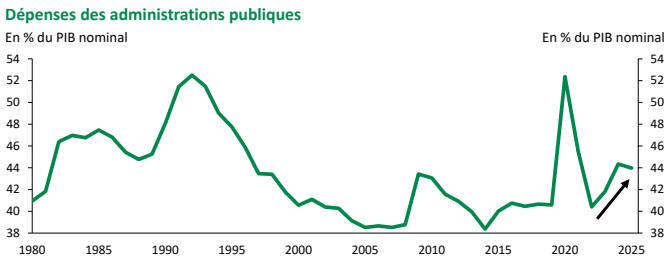
Les gouvernements ont-ils un problème de revenus au Canada?

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint, et Laura Gu, économiste senior

Dans l'ensemble, les différents gouvernements au Canada affichent des déficits presque records, à l'exception récente de quelques provinces productrices de pétrole. Certains de ces déficits croissants sont sans doute liés aux dépenses nécessaires pour financer les services publics et pour soutenir les ménages et les entreprises touchés par la guerre commerciale avec les États-Unis et par la hausse des prix à la pompe. En effet, les dépenses publiques globales ont considérablement augmenté ces dernières années, atteignant le niveau le plus élevé en proportion du PIB depuis 30 ans hors période pandémique (graphique 1). Mais de faibles revenus sont-ils également en cause?

Graphique 1

Les dépenses publiques suivent une tendance à la hausse au Canada



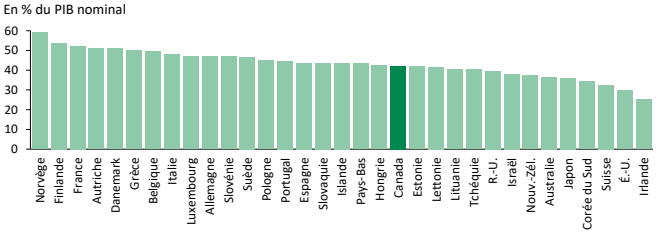
Fonds monétaire international et Desjardins, Études économiques

Les revenus des administrations publiques du Canada en proportion du PIB nominal sont inférieurs à la médiane de l'OCDE (graphique 2). Cela pourra en surprendre certains, puisque le taux légal maximal d'imposition du revenu des particuliers au Canada était le cinquième plus élevé au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 2025. Toutefois, alors que l'impôt sur le revenu des particuliers constitue généralement la principale source de revenus non liés aux ressources au Canada, le pays affichait des taux d'imposition des sociétés concurrentiels, et les taxes à la consommation pour l'ensemble du pays étaient les huitièmes plus basses de l'OCDE en 2025 (Tax Foundation, 2026 [en anglais seulement]). Ce niveau inférieur de recettes fiscales autonomes est partiellement compensé par les revenus que certains gouvernements au Canada tirent des ressources, un avantage dont ne bénéficient pas toutes les provinces ni de nombreux autres pays.

Graphique 2

Les revenus des administrations publiques canadiennes sont inférieurs à la médiane de l'OCDE

Revenus des administrations publiques dans certains pays de l'OCDE, 2026



OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques et Desjardins, Études économiques

Commençons par le gouvernement fédéral. Ses revenus en proportion du PIB demeurent supérieurs à leurs niveaux prépandémiques et devraient rester élevés, malgré une

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine 1
À surveiller 4
Indicateurs économiques 6

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
Francis Généreux, économiste expert • Laura Gu, économiste senior • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste senior
Sonny Scarfone, économiste principal • Oskar Stone, associé en stratégie macro • LJ Valencia, économiste

Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

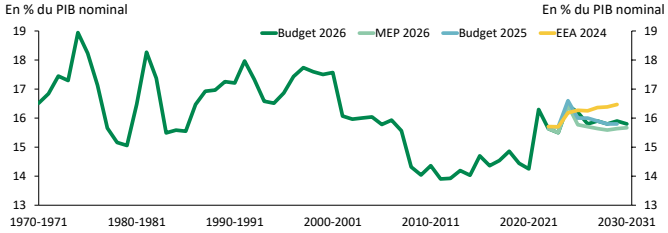
NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE :** Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

légère baisse au cours des dernières années (graphique 3). L'inflation élevée, attribuable au maintien des prix élevés de l'énergie, a été un facteur favorable pour les revenus fédéraux à court terme. Mais cet effet devrait s'estomper au cours des deux prochaines années et ne compensera plus les récentes baisses d'impôts permanentes. Compte tenu des mesures de dépenses actuelles et nouvellement annoncées, le gouvernement du Canada a prévu dans son dernier budget les déficits les plus importants jamais enregistrés hors de la période pandémique. Cependant, alors que les revenus avoisinent leur part du PIB la plus élevée depuis avant la crise financière mondiale – un moment où le gouvernement du Canada affichait d'importants surplus budgétaires soutenus –, la persistance de déficits fédéraux plus élevés témoigne davantage d'un problème de dépenses que de revenus.

Graphique 3

Les revenus fédéraux prévus ont été revus à la baisse au cours des deux dernières années, mais demeurent élevés

Prévisions des revenus du gouvernement du Canada



MEP : *Mise à jour économique du printemps*; EEA : *Énoncé économique de l'automne*

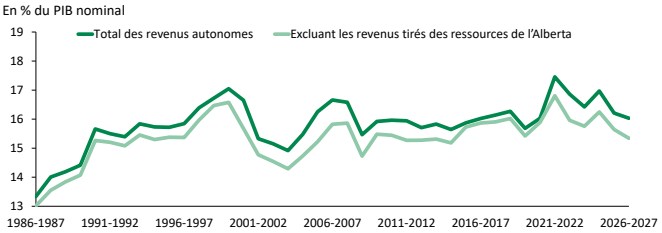
Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

Le portrait provincial est plus nuancé. Au-delà du coup de pouce substantiel apporté par la hausse des prix du pétrole dans les provinces productrices d'énergie, les gouvernements provinciaux ont bénéficié d'une modeste hausse de leurs revenus au cours des dernières années. Mais ces légères améliorations ne changent pas la tendance générale : les gains exceptionnels de revenus observés après la pandémie s'amenuisent rapidement. Les revenus provinciaux ont atteint 20,9 % du PIB nominal au cours de l'exercice 2024-2025 (exercice 2025). Ils devraient diminuer pour s'établir à 20,1 % lors de l'exercice 2027 et pourraient reculer davantage pour approcher leur moyenne décennale prépandémique de 19,7 % lors de l'exercice 2028. La baisse est largement attribuable au ralentissement des revenus autonomes et s'étend au-delà des redevances (graphique 4). Même en excluant les revenus provenant des ressources, les revenus en proportion du PIB reviennent vers leurs niveaux habituels d'avant la pandémie. La diminution des revenus de la propriété peut avoir contribué à ce renversement, tandis que la vigueur des marchés boursiers devrait continuer de soutenir les gains en capital réalisés et les recettes d'impôt sur le revenu qui s'y rapportent. Ce soutien demeure vulnérable à une correction,

Graphique 4

Les revenus provinciaux en proportion de l'économie suivent une tendance à la baisse

Revenus autonomes des administrations publiques provinciales



Documents budgétaires, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

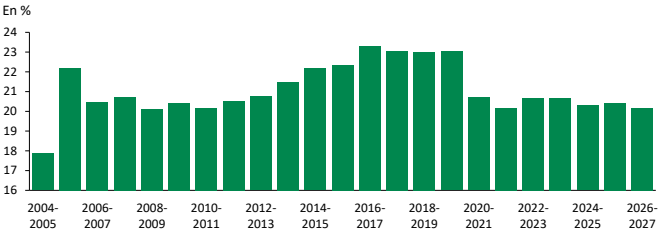
particulièrement compte tenu des valorisations élevées. Des préoccupations similaires valent également pour les projections optimistes de revenus du gouvernement fédéral.

Bien que les transferts fédéraux demeurent élevés par rapport au PIB, ils n'ont pas suivi le rythme de l'augmentation des coûts de prestation des services publics, particulièrement en ce qui concerne les soins de santé. Le Transfert canadien en matière de santé croît au rythme du PIB nominal et est assujetti à un taux de croissance annuel minimal temporaire de 5 % jusqu'à l'exercice 2028. Sa part des dépenses provinciales en santé est passée d'une moyenne de 23 % au cours des trois années précédant la pandémie à près de 20 % (graphique 5). Les provinces doivent donc consacrer une plus grande part de leurs propres ressources à ces coûts qui augmentent constamment.

Graphique 5

Les provinces consacrent une plus grande part de leurs propres ressources aux soins de santé

Transfert canadien en matière de santé en proportion des dépenses de santé des provinces

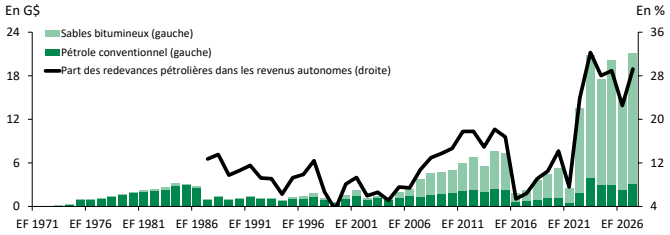


Ministère des Finances du Canada, Institut canadien d'information sur la santé et Desjardins, Études économiques

Dans les provinces productrices de ressources, le niveau élevé des prix des matières premières a donné un coup de pouce supplémentaire, mais ces gains peuvent s'inverser rapidement. Dans la mise à jour du premier trimestre de l'Alberta, la hausse des redevances pétrolières représentait 9,3 G$

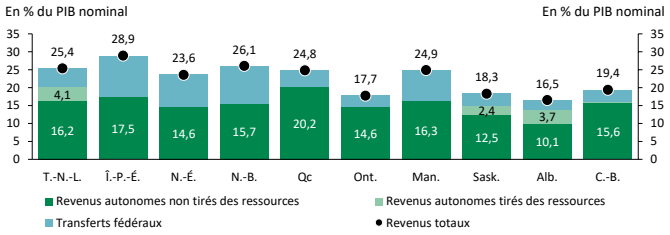
de la révision à la hausse des revenus, qui s'élevait à 11,7 G$. Elles représentent maintenant 29,2 % des revenus autonomes, ce qui est bien au-dessus de la moyenne prépandémique de 13,5 % (graphique 6). Sans ce soutien, l'Alberta serait confrontée à un déséquilibre entre ses dépenses et ses revenus – bien qu'elle ait plus de marge de manœuvre que les autres provinces pour augmenter ces derniers, en raison du niveau relativement bas de ses revenus non liés aux ressources (graphique 7). La Saskatchewan est moins exposée, les revenus tirés des ressources représentant 15,2 % de ses revenus autonomes, mais ses perspectives budgétaires demeurent également sensibles aux prix des matières premières.

Graphique 6
La sensibilité des finances publiques aux prix du pétrole est historiquement élevée en Alberta
Redevances pétrolières de l'Alberta



Alberta Treasury Board and Finance et Desjardins, Études économiques

Graphique 7
Les revenus tirés des ressources naturelles jouent un rôle clé en Alberta, en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador
Revenus des gouvernements provinciaux par source, exercice 2025-2026



Gouvernements provinciaux et Desjardins, Études économiques

Alors que la croissance des revenus se heurte à des vents contraires de plus en plus forts, les provinces ne disposent pas d'une base de revenus durable pour soutenir leurs engagements croissants en matière de dépenses. Un financement fédéral supplémentaire pourrait réduire l'écart, tandis que l'augmentation des revenus autonomes des provinces par la hausse des impôts et des frais constitue une autre option. Les réductions de dépenses ou les gains d'efficacité (ou une combinaison des deux), souvent difficiles à réaliser, constituent bien sûr une autre option. Toutefois, si les dépenses sont maintenues aux niveaux actuellement prévus, nos calculs suggèrent que les provinces auraient collectivement besoin de revenus supplémentaires avoisinant 1 % du PIB nominal pour équilibrer durablement leurs budgets au cours des trois prochaines années.

Alors, les gouvernements ont-ils un problème de revenus au Canada? Pas nécessairement. Le véritable problème réside dans le décalage entre la capacité des provinces à générer des revenus, leurs engagements en matière de dépenses et les priorités du gouvernement fédéral. Par exemple, la Mégadéduction à la productivité a réduit non seulement les revenus du gouvernement fédéral, mais aussi ceux des provinces. Il n'y a cependant eu aucune augmentation des transferts pour compenser cette perte de revenus, alors que ces transferts représentaient déjà une part décroissante des dépenses. À un moment où le gouvernement fédéral poursuit un programme ambitieux de dépenses et d'investissements, il ne doit pas perdre de vue les pressions structurelles croissantes auxquelles sont confrontées les finances provinciales. Comme la marge de manœuvre budgétaire fédérale pourrait être plus limitée que ne le suggèrent les projections du budget, la capacité d'Ottawa à répondre à ces pressions risque de devenir encore plus restreinte. Même si les provinces demeurent responsables de la gestion de leurs propres finances, il devrait rester important, dans la politique budgétaire fédérale, de veiller à ce que les arrangements fiscaux reflètent adéquatement l'évolution des responsabilités et des pressions sur les dépenses des deux ordres de gouvernement. En fin de compte, les Canadiens et les Canadiennes financent ces deux paliers de gouvernement et comptent sur les services qu'ils fournissent collectivement. Il n'y a qu'un seul contribuable au Canada, après tout.

À surveiller

ÉTATS UNIS

MARDI 17 novembre - 8:30

Octobre	**m/m**
Consensus	0,2 %
Desjardins	0,4 %
Septembre	**0,8 %**

Ventes au détail (octobre) – Après un fort gain de 1,3 % en août, les ventes au détail ont enregistré une autre assez bonne croissance de 0,8 % en septembre. Dans les deux cas, la hausse des prix de l'essence a gonflé la valeur des ventes des stations-service ainsi que les ventes totales. Cet apport sera présent, mais bien plus modeste en octobre. On s'attend aussi à une nouvelle baisse des ventes d'automobiles, conformément aux données de ventes de véhicules neufs publiées au début du mois. Pour le reste des détaillants, les indicateurs soufflent le chaud et le froid. Les données de transactions par cartes se montrent plutôt maussades, mais l'indicateur avancé de la Réserve fédérale de Chicago affiche une meilleure croissance, semblable à celle du mois de septembre. Somme toute, on s'attend à une hausse de 0,4 % des ventes au détail totales, alors que les ventes excluant les autos et l'essence devraient afficher une croissance de 0,7 %.

MARDI 17 novembre - 9:15

Octobre	**m/m**
Consensus	0,1 %
Desjardins	0,1 %
Septembre	**0,7 %**

Production industrielle (octobre) – Malgré une chute de 3,0 % de la production du secteur automobile, la production industrielle totale a su augmenter de 0,7 % en septembre, sa meilleure performance depuis avril. En cela, elle a été aidée par une forte croissance de la production d'énergie. Ce secteur devrait normalement plutôt contribuer négativement en octobre. Toutefois, le secteur automobile devrait se porter mieux si l'on se fie à la remontée des heures travaillées. Le bon niveau de l'ISM manufacturier est aussi encourageant pour le reste de la fabrication. Somme toute, on prévoit une croissance de 0,1 % de la production industrielle totale et un gain de 0,3 % pour le secteur manufacturier.

MERCREDI 18 novembre - 8:30

Octobre	**taux ann.**
Consensus	1 250 000
Desjardins	1 275 000
Septembre	**1 221 000**

Mises en chantier (octobre) – Les mises en chantier sont sur une tendance baissière assez prononcée. Pour la première fois depuis l'été 2024, elles ont subi trois diminutions mensuelles consécutives et se situaient en septembre 19,8 % sous leur récent sommet de mars dernier. La hausse des taux d'intérêt hypothécaires à la fin de l'été et au début de l'automne fait évidemment mal au marché de la construction et le stock de maisons neuves disponibles à la vente est déjà particulièrement élevé. La confiance des constructeurs a d'ailleurs à nouveau diminué en octobre. On remarque aussi que l'emploi a fléchi dans la construction résidentielle le mois dernier. Cela dit, le niveau bien plus élevé de l'octroi de permis de bâtir suggère tout de même que la baisse récente des mises en chantier est trop prononcée. On s'attend donc à ce que celles-ci affichent une légère augmentation en octobre.

CANADA

LUNDI 16 novembre - 8:30

Octobre	**m/m**
Consensus	0,3 %
Desjardins	0,4 %
Septembre	**0,1 %**

Indice des prix à la consommation (octobre) – Nous estimons que l'inflation globale s'est accélérée pour atteindre 3,2 % en octobre, les prix ayant probablement augmenté de 0,4 % au cours du mois. Un raffermissement de l'inflation fondamentale a probablement commencé à se manifester. Par conséquent, le taux annualisé moyen sur trois mois des mesures privilégiées de l'inflation fondamentale de la Banque du Canada pourrait se rapprocher de 3 %, même si leurs taux d'une année à l'autre demeurent proches de 2 %. Les préoccupations des décideurs portent maintenant moins sur les effets directs de l'énergie, mais plutôt sur la transmission de la hausse persistante des prix de l'énergie à l'ensemble des prix à la consommation. Des signes d'une telle dynamique renforceraient la nécessité pour les banquiers centraux de relever à nouveau le taux directeur en décembre.

MARDI 17 novembre - 5:00

Octobre	**m/m**
Consensus	nd
Desjardins	-0,5 %
Septembre	**-2,3 %**

Ventes de maisons existantes (octobre) – Les ventes désaisonnalisées de propriétés à l'échelle nationale ont probablement diminué d'environ 0,5 % d'un mois à l'autre en octobre. Les résultats préliminaires de plusieurs associations immobilières régionales suggèrent que l'activité est demeurée plus faible qu'il y a un an. À Toronto, la variation des ventes désaisonnalisées est redevenue positive, celles-ci ayant augmenté de 1,2 % par rapport à septembre.

MARDI 17 novembre - 8:15

Octobre	**taux ann.**
Consensus	242 500
Desjardins	245 000
Septembre	**248 900**

Mises en chantier (octobre) – Les mises en chantier ont probablement ralenti pour s'établir à environ 245 000 unités (chiffre désaisonnalisé et à rythme annualisé) en octobre, laissant la tendance sur six mois près de son rythme actuel d'environ 245 000 unités. La construction de logements destinés à la location, soutenue par le gouvernement, devrait demeurer un important moteur de l'activité, tandis que le recul actuel de la construction de copropriétés continue de peser sur l'ensemble de la construction résidentielle.

VENDREDI 20 novembre - 8:30

Septembre	**m/m**
Consensus	0,7 %
Desjardins	0,8 %
Août	**1,2 %**

Ventes au détail (septembre) – Les ventes au détail ont probablement augmenté de 0,8 % d'un mois à l'autre en septembre, soit un dixième de point au-dessus du résultat préliminaire de Statistique Canada. On s'attend à ce que la hausse marquée des prix de l'essence ait entraîné une augmentation des ventes nominales des stations-service et des marchands de combustibles. Les concessionnaires automobiles ont probablement enregistré une deuxième hausse consécutive de leurs ventes en septembre, sans doute en raison de volumes plus élevés, les prix désaisonnalisés ayant été largement stables. Les ventes au détail de base, qui excluent les automobiles et le carburant, avaient enregistré une hausse notable en août, mais nous prévoyons un recul en septembre, les ventes de base devant probablement diminuer d'un mois à l'autre. Deux mois consécutifs de pertes d'emplois ont possiblement pesé sur les dépenses en septembre, tandis que la hausse des prix de l'essence a sans doute freiné les achats dans d'autres catégories du commerce de détail. Toutefois, les tendances étaient probablement contrastées d'une sous-catégorie à l'autre, car certains consommateurs pourraient avoir devancé leurs achats en prévision des hausses de prix découlant des contre-tarifs sur certains produits américains, comme les appareils électroménagers, les produits électroniques et les produits de beauté. Pour l'estimation préliminaire d'octobre, nous prévoyons une baisse des ventes au détail, en raison d'un possible recul des ventes d'automobiles (après deux hausses mensuelles) et d'une diminution probable des volumes d'essence vendus. La hausse des ventes de base, soutenue par des prix plus élevés, a probablement atténué le recul. Les prestations versées au début de 2027 devraient également soutenir la consommation des ménages à revenus faibles et modestes.

OUTRE MER

DIMANCHE 15 novembre - 18:50

T3 2026	**t/t**
Consensus	0,1 %
T2 2026	**0,4 %**

Japon : PIB réel (T3 – préliminaire) – La croissance du PIB réel nippon s'est maintenue au deuxième trimestre avec un gain non annualisé de 0,4 % qui faisait suite à des hausses de 0,5 % et de 0,3 % au cours des deux trimestres précédents. Pour le troisième trimestre de 2026, les indicateurs se montrent plutôt mixtes. On observe des reculs des ventes au détail et des mises en chantier, mais des hausses de la production industrielle et des exportations réelles. Les importations ont toutefois aussi augmenté, ce qui pourrait nuire à la croissance du PIB réel. Une progression plus modeste est donc attendue par le consensus pour le troisième trimestre.

DIMANCHE 15 novembre - 21:00

Octobre

Chine : Production industrielle et ventes au détail (octobre) – L'économie chinoise s'est accélérée au troisième trimestre avec un gain non annualisé de 1,2 % de son PIB réel. Cette croissance est surtout venue de la force de la production industrielle et des exportations. On a cependant aussi pu observer une meilleure croissance des ventes au détail en septembre, et ce, après une lourde tendance de décélération. Les données d'octobre permettront de voir si ce regain de la consommation s'est poursuivi en ce début de quatrième trimestre.

Indicateurs économiques

Semaine du 16 au 20 novembre 2026

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus	⬡	Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 16	5:00	Discours d'un vice-président de la Réserve fédérale, M. Barr				
	8:30	Indice Empire manufacturier	Nov.	17,5	15,0	25,5
	12:00	Discours du président de la Réserve fédérale, K. Warsh				
MARDI 17	8:30	Prix des exportations (m/m)	Oct.	0,4 %	0,3 %	2,2 %
	8:30	Prix des importations (m/m)	Oct.	0,7 %	0,3 %	1,1 %
	8:30	Ventes au détail				
		Total (m/m)	Oct.	0,2 %	0,4 %	0,8 %
		Excluant automobiles (m/m)	Oct.	0,4 %	0,7 %	0,9 %
	9:15	Production industrielle (m/m)	Oct.	0,1 %	0,1 %	0,7 %
	9:15	Taux d'utilisation de la capacité de production	Oct.	76,8 %	76,8 %	76,9 %
	9:30	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de Cleveland, B. Hammack				
	10:00	Stocks des entreprises (m/m)	Sept.	0,5 %	0,5 %	0,4 %
MERCREDI 18	8:30	Mises en chantier (taux ann.)	Oct.	1 250 000	1 275 000	1 221 000
	8:30	Permis de bâtir (taux ann.)	Oct.	1 376 000	1 385 000	1 398 000
	14:00	Publication du compte rendu de la Réserve fédérale				
	14:30	Discours du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
	16:15	Discours du président de la Réserve fédérale de Minneapolis, N. Kashkari				
JEUDI 19	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	9-13 nov.	199 000	202 000	200 000
	8:30	Indice de la Fed de Philadelphie	Nov.	18,0	15,0	20,9
	10:00	Indicateur avancé (m/m)	Oct.	0,0 %	0,0 %	0,0 %
VENDREDI 20	10:00	Indice de confiance du Michigan – final	Nov.	52,0	51,0	51,0
	12:15	Discours d'une gouverneure de la Réserve fédérale, L. Cook				
CANADA						
LUNDI 16	8:30	Indice des prix à la consommation				
		Total (m/m)	Oct.	0,3 %	0,4 %	0,1 %
		Total (a/a)	Oct.	3,2 %	3,4 %	3,1 %
MARDI 17	5:00	Ventes de maisons existantes (m/m)	Oct.	nd	-0,5 %	-2,3 %
	8:15	Mises en chantier (taux ann.)	Oct.	242 500	245 000	248 900
MERCREDI 18	13:30	Discours d'un sous-gouverneur de la Banque du Canada, T. Gravelle				
JEUDI 19	8:30	Indice des prix des produits industriels (m/m)	Oct.	nd	0,3 %	2,0 %
	8:30	Indice des prix des matières brutes (m/m)	Oct.	nd	1,0 %	4,8 %
VENDREDI 20	8:30	Ventes au détail				
		Total (m/m)	Sept.	0,7 %	0,8 %	1,2 %
		Excluant automobiles (m/m)	Sept.	0,7 %	0,8 %	1,2 %
	10:30	Publication de l'*Enquête auprès des responsables du crédit* de la Banque du Canada				

Note : Desjardins, Études économiques participent à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures). ⬡ Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 16 au 20 novembre 2026

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus m/m (t/t)	Consensus a/a	Données précédentes m/m (t/t)	Données précédentes a/a
OUTRE-MER							
DIMANCHE 15							
Japon	18:50	PIB réel – préliminaire	T3	0,1 %		0,4 %	
Chine	21:00	Production industrielle	Oct.		5,3 %		5,5 %
Chine	21:00	Ventes au détail	Oct.		0,8 %		1,1 %
Japon	23:30	Production industrielle – final	Sept.	nd	nd	2,2 %	1,9 %
LUNDI 16							
Zone euro	5:00	Production industrielle	Sept.	0,3 %	-0,2 %	-0,5 %	-1,1 %
Japon	23:30	Indice de l'activité tertiaire	Sept.	0,1 %		-0,1 %	
MARDI 17							
Royaume-Uni	2:00	Taux de chômage ILO	Sept.	4,7 %		4,7 %	
Italie	4:00	Indice des prix à la consommation – final	Oct.	0,9 %	5,4 %	0,9 %	5,4 %
Allemagne	5:00	Indice ZEW – situation courante	Nov.	-35,3		-35,9	
Allemagne	5:00	Indice ZEW – situation future	Nov.	28,3		28,1	
Japon	18:50	Balance commerciale (G¥)	Oct.	-878,3		-704,0	
MERCREDI 18							
Royaume-Uni	2:00	Indice des prix à la consommation	Oct.	0,5 %	3,6 %	0,4 %	3,5 %
Royaume-Uni	2:00	Indice des prix à la production	Oct.	0,6 %	5,1 %	0,8 %	4,6 %
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – final	Oct.	0,4 %	4,0 %	0,4 %	4,0 %
JEUDI 19							
Zone euro	4:00	Compte courant (G€)	Sept.	nd		8,7	
Italie	4:00	Compte courant (M€)	Sept.	nd		2 766	
Zone euro	5:00	Construction	Sept.	nd	nd	1,8 %	1,4 %
Royaume-Uni	19:01	Confiance des consommateurs	Nov.	-22		-24	
Japon	18:30	Indice des prix à la consommation	Oct.		2,5 %		2,1 %
VENDREDI 20							
Royaume-Uni	2:00	Ventes au détail	Oct.	0,0 %	1,7 %	-0,4 %	0,8 %
Allemagne	2:00	Indice des prix à la production	Oct.	1,0 %	7,3 %	1,9 %	6,7 %
France	2:45	Confiance des entreprises	Nov.	96		97	
France	2:45	Perspectives de production	Nov.	nd		-8	
Zone euro	10:00	Confiance des consommateurs – préliminaire	Nov.	-18,0		-17,9	

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).